



Rapport Financier Semestriel 30 juin 2010

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.268.592,50 €
SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 SEMESTRE 2010	3
II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR	5
III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2010.....	6
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	6
BILAN CONSOLIDE.....	8
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	9
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	10
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	10
IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2010.....	36
V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	38

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2010 de 58,8 M€, en progression de 11%. Cette croissance, exclusivement organique, est intégralement tirée par les activités Grands Comptes qui progressent de 17,2% (14% à taux de change constant), de façon équivalente en France et à l'international, avec une dynamique particulièrement forte sur T2 (+24%).

Les activités Mid-Market restent stables globalement sur S1 mais avec une reprise de la croissance (2,9%) sur le deuxième trimestre.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 40,5 M€
- Mid Market : 18,3 M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel du premier semestre 2010 s'élève à 1,8M€ (1,4 M€ hors effet du classement de la CVAE sur la ligne impôts), en forte progression par rapport au premier semestre 2009 (0,5M€). Ce résultat bénéficie de l'amélioration continue, depuis 2007, de la performance opérationnelle des activités Mid-Market qui affichent maintenant un bon niveau de rentabilité opérationnelle à 6,8% du chiffre d'affaires. Il enregistre également la poursuite du redressement de la rentabilité des activités Grands Comptes, qui reste volontairement obérée par les nombreux investissements effectués pour mettre en place notre projet d'entreprise à moyen terme (élargissement du portefeuille de services au conseil en management et marketing digital, renforcement des compétences et du management y compris sur notre métier historique de réalisation de solutions de Business Intelligence).

Le coût de l'endettement financier est une charge de 0,4 M€ contre une charge de 0,5 M€ au premier semestre 2009.

Le résultat net de 1,0 M€ intègre un résultat financier de (0,4) M€ et une charge d'impôt de (0,4) M€ correspondant à la comptabilisation de la CVAE au 30 juin 2010.

Le résultat net par action (dilué) ressort à 4 centimes par action contre -1 centime au premier semestre 2009.

4. Flux de trésorerie

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement et impôt ressort à 1,6 M€ contre - 3,0 M€ au premier semestre 2009. La variation provient de la consommation maîtrisée du

besoin en fonds de roulement généré par la croissance organique sur le premier semestre 2010 alors que le premier semestre 2009 avait connu une baisse significative de l'activité et du besoin en fonds de roulement.

Le montant net des investissements s'établit à 1,9 M€ contre 1,4 M€ au premier semestre 2009.

La trésorerie s'élève à 10,3 M€ au 30 juin 2010 en baisse de 0,8 M€ par rapport au 31 décembre 2009, résultat de flux liés aux opérations d'investissement légèrement supérieurs sur le semestre à la trésorerie générée par l'exploitation, l'endettement financier brut étant resté quasiment inchangé.

Par ailleurs, l'endettement net du groupe au 30 juin 2010 s'élève à 6,2 M€ en augmentation de 1,2 M€ par rapport au 31 décembre 2009.

5. Bilan

Les actifs non courants, constitués en grande partie par le goodwill (36 M€) ressortent à 42,7 M€ au 30 juin 2010 contre 41,3 M€ au 31 décembre 2009. L'augmentation est principalement due aux effets de change sur le goodwill et aux investissements en matériels et logiciels informatiques.

Les actifs courants s'élèvent à 59,8 M€ contre 60 M€ au 31 décembre 2009

Le poste trésorerie varie de (0,8) M€ au 30 juin 2010 pour atteindre le niveau de 10,3 M€.

Les capitaux propres consolidés augmentent à 28 M€ au 30 juin 2010 contre 26 M€ au 31 décembre 2009.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evènements postérieurs

La société a procédé au rachat de 2.830.481 BSAAR après le 30 juin 2010. Ces BSAAR ont été annulés. Après prise en compte de ces annulations, le résultat dilué par action aurait été de 0,05 euro versus 0,04 euro au 30 juin 2010.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 4 du document de référence 2009 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} juillet 2010 sous le numéro R.10-051.

- **Risques Clients**

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 3,2 M€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques historiques passées.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance. La totalité des créances est à moins d'un an.

- **Risque de crédit**

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Dans un environnement économique plus favorable à ses activités et avec un portefeuille de services maintenant bien en place, le Groupe **Keyrus** est exclusivement focalisé sur l'exécution de sa mission – aider ses clients à donner à l'ensemble de leurs collaborateurs les informations et la motivation pour développer leur entreprise - en poursuivant un bon équilibre entre l'ambition de faire émerger une marque forte à moyen/long terme et l'objectif de progression continue de ses résultats.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2010

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2010 6 mois	30/06/2009 6 mois	31/12/2009 12 mois
Chiffre d'affaires	5	58 834	52 982	107 567
Autres produits de l'activité	6	191	62	7
Total produits des activités ordinaires		59 025	53 044	107 573
Achats consommés		-21 755	-19 327	-38 936
Charges de personnel	7	-34 367	-31 898	-58 443
Impôts et taxes		-622	-1 095	-1 731
Dotations aux Amortissements	13	-905	-647	-1 327
Reprises de provision & Pertes de valeur		977	762	-3 580
Autres produits et charges opérationnels		-353	8	-512
Résultat Opérationnel Courant		2 000	846	3 044
Autres produits opérationnels	8			
Autres charges opérationnelles	8	-192	-322	-631
Résultat Opérationnel		1 808	525	2 413
Coût de l'endettement financier net	9	-352	-553	-460
Autres produits et charges financiers	9	-22	73	-499
Résultat avant impôt		1 434	44	1 454
Impôts sur le résultat	10	-398	-166	58
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		1 036	-121	1 512
Dont:				
Part du Groupe		1 022	-116	1 501
<i>Part des minoritaires</i>		14	-5	11
Résultat par action	12	0,06	-0,01	0,09
Résultat dilué par action	12	0,04	-0,01	0,08

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés
directement en capitaux propres

En milliers d'euros	30/06/2010 6 mois	30/06/2009 6 mois	31/12/2009 12 mois
Résultat net	1 036	-121	1 512
Ecart de conversion	1 096	107	319
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-42	-85	-56
Impôts sur les autres éléments du résultat global	-108		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	946	22	263
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 982	-99	1 775
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 965</i>	<i>-94</i>	<i>1 765</i>
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>17</i>	<i>-5</i>	<i>10</i>

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€	
		30/06/2010	31/12/2009
Goodwill	12	36 065	35 091
Immobilisations Incorporelles	13	627	646
Immobilisations Corporelles	13	2 729	2 329
Actifs financiers non courants	14	1 485	1 538
Impôts différés actifs	10	1 856	1 712
Total Actif Non Courant		42 762	41 317
Stocks et en cours	15	53	12
Créances clients et autres débiteurs	16	49 409	49 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	10 377	11 094
Total Actif Courant		59 839	60 440
Total de l'actif		102 601	101 757

PASSIF	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Capital	18	4 191	4 191
Primes d'émission		20 942	20 942
Réserves consolidées		1 890	-643
Résultat consolidé		1 022	1 501
Capitaux Propres Part du Groupe		28 045	25 991
Intérêts minoritaires		53	36
Total des capitaux propres		28 098	26 027
Provisions	19	6 239	7 238
Passif financiers	20	12 170	11 845
Impôts différés passifs	10	123	1
Total Passif Non Courant		18 532	19 085
Passifs financiers	20	4 480	4 259
Provisions	19	1 521	796
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	21	14 764	15 620
Dettes fiscales et sociales	21	21 721	19 658
Autres passifs	21	13 486	16 312
Total Passif Courant		55 971	56 645
Total du passif		102 601	101 757

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat net	1 036	-121	1 512
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	27	-52	59
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	236	-532	4 145
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	65	5	66
Plus et moins-values de cession	-20	19	21
Quote-part de résultat liée aux SME			
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	203	198	397
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 547	-483	6 200
Coût de l'endettement financier net	352	553	538
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	398	166	-58
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	2 297	236	6 680
Impôts versé	-390	-62	-227
Variation du BFR	-273	2 848	71
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 634	3 022	6 524
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-585	-515	-1 339
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	63	13	33
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			81
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-187		
Incidence des variations de périmètre	-1 224	-943	-1 134
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 933	-1 445	-2 359
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			25
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Rachats et reventes d'actions propres	24	62	-9
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 339	-875	-3 507
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 231	584	1 260
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-422	-552	-538
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-507	-781	-2 769
Incidence des variations des cours des devises	84		17
Variation de trésorerie	-722	796	1 413
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	11 079	9 666	9 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	10 357	10 462	11 079

V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2008	4 191	20 942	2 934	-326	-3 572	24 169	21	24 190
Affectation résultat & reclassement			-3 572		3 572			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-56	319		263		263
Résultat 2009					1 502	1 502	11	1 512
<i>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			<i>-56</i>	<i>319</i>	<i>1 502</i>	<i>1 765</i>	<i>11</i>	<i>1 776</i>
Augmentation de capital								
Stocks options			66			66		66
Variation de l'auto détention			-9			-9		-9
Variation de périmètre							4	4
Autres								
Solde au 31/12/2009	4 191	20 942	-637	-6	1 502	25 991	36	26 027
Affectation résultat & reclassement			1 502		-1 502			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			143	800		943	3	946
Résultat 2010					1 022	1 022	14	1 036
<i>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			<i>143</i>	<i>800</i>	<i>1 022</i>	<i>1 965</i>	<i>17</i>	<i>1 982</i>
Augmentation de capital								
Stocks options			65			65		65
Variation de l'auto détention			24			24		24
Variation de périmètre								
Autres								
Solde au 30/06/2010	4 191	20 942	1 097	794	1 022	28 045	53	28 098

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les états financiers semestriels consolidés au 30 juin 2010 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 14 septembre 2010 et donné son autorisation de publication des états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2010.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2010 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2010 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2010. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Amendements et Interprétations entrant en vigueur en 2010

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2010 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IAS 27 révisée, Consolidation ;
- IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises ;
- Amendement IAS 32, relatif au classement des droits de souscription émis ;
- Amendement IAS 39, Éléments éligibles à la couverture ;
- Amendement IFRS 2, Transactions intragroupe réglées en trésorerie ;
- Amendement IFRS 5 sur les cessions partielles de titres ;
- IFRIC 12, Accords de concession de services ;
- IFRIC 15, Contrats de construction immobilière ;
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 17, Distribution d'actifs autres que de la trésorerie aux investisseurs ;
- IFRIC 18, Transfert d'actifs en provenance des clients.

À la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes et les interprétations suivantes étaient émis :

- amendement IAS 32, Classement des droits de souscription émis ;
- amendements IFRIC 14, Paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement normal ;
- IFRIC 19, Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

Le groupe Keyrus mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) **Méthodes de consolidation** :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à

leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de profits ou pertes que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès des intérêts minoritaires génèrent un goodwill. Ce goodwill représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets. Par assimilation au traitement retenu pour la cession, l'ouverture de capital réservée à des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation génère un profit de dilution qui sera comptabilisé dans les autres produits.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwills et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles**. : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée

pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwill comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de

Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts et des dépôts de garantie. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** : En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note 23 ci-après.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant

la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) ***Instruments hybrides*** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

15) ***Emprunts portant intérêt*** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

16) ***Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés*** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

17) ***Impôts différés*** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

18) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

19) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession

des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

23) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

24) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

25) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change environ 86% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Le Groupe a procédé à une couverture partielle qui est décrite dans les notes 20 & 22.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

La société a procédé au rachat de 2.830.481 BSAAR après le 30 juin 2010. Ces BSAAR ont été annulés. Après prise en compte de ces annulations, le résultat dilué par action aurait été de 0,05 euro versus 0,04 euro au 30 juin 2010.

Note 3. – Principales sources d’incertitudes relatives aux estimations

L’établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d’information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d’estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d’arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l’évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l’établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d’utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l’activité, l’évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés semestriels ont été établis en tenant compte du contexte actuel de lente reprise économique et financière, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise passée ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs) et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d’acquisition, il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. – Evolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Création en mai 2010 de la société KEYRUS MANAGEMENT. Cette société, filiale de KEYRUS SA, est une société à capital variable dans laquelle le pourcentage de détention de la société KEYRUS SA ne pourra être inférieur à 51%. Au 30 juin 2010, les pourcentages de contrôle et d’intérêt sont de 100%.

Les principales modifications intervenues au cours de l’année 2009 dans le périmètre de consolidation résultaient des événements suivants :

- En janvier 2009, Absys Cyborg, filiale à 100% de Keyrus, a acquis 41,65% du capital de Absys-Cyborg Tunisie, afin d'en détenir 92,65%. Le 22 octobre 2009, Absys Cyborg a acquis les 7,35% résiduel du capital d'Absys-Cyborg Tunisie, afin d'en détenir 100%.
- Création en mars 2009 d'une nouvelle filiale, Keyrus Israël, située en Israël et détenue par Keyrus France à 70%.
- Création en novembre 2009 d'une nouvelle filiale Keyrus Biopharma située en Belgique et détenue par Keyrus France à 75%.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/10	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Absys-Cyborg Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/05/10 - 30/06/2010
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	75%	75%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Israël	Raanana - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Benelux	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 mars	100%	100%	01/01/10 - 30/06/2010
Adexys	Nantes - France	30 juin	28,50%	28,50%	01/01/10 - 30/06/2010

Pour les filiales présentant des dates de clôture décalées, des états financiers intermédiaires sont établis au 30 juin pour les besoins de la consolidation.

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général et le Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Middle Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- de la « marge opérationnelle » telle que définie en note 1 §19. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Middle Market.

en Milliers €	Au 30 juin 2010			Au 30 juin 2009			Au 31 décembre 2009		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	40 487	18 347	58 834	34 526	18 456	52 982	71 025	36 362	107 387
Ventes inter- activité			0			0			0
Total des produits des opérations se poursuivant	40 487	18 347	58 834	34 526	18 456	52 982	71 025	36 362	107 387
Résultat Opérationnel Courant	767	1 234	2 000	32	815	847	1 069	1 976	3 045
Autres Produits			0			0			0
Autres Charges	-185	-7	-192	-181	-141	-322	-285	-346	-631
Résultat Opérationnel	582	1 226	1 808	-149	674	525	784	1 630	2 414

en Milliers €	Au 30 juin 2010			Au 30 juin 2009			Au 31 décembre 2009		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :									
Actifs									
Goodwills	24 510	11 556	36 065	23 140	11 556	34 696	23 536	11 556	35 092
Immobilisations nettes	2 756	600	3 356	2 424	534	2 958	2 433	542	2 975
Dépréciations d'actifs passées en résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	37 042	12 420	49 462	30 851	11 933	42 784	33 554	15 791	49 345
Autres Actifs	7 148	6 569	13 717	8 029	5 614	13 643	9 157	5 188	14 345
Total des actifs consolidés	71 456	31 145	102 601	64 444	29 637	94 081	68 680	33 077	101 757

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

En % du chiffre d'affaires	2010.06	2009.06	2 009
France	70%	75%	75%
Europe Zone Euro hors France	17%	12%	12%
Autres	13%	13%	13%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Autres produits de l'activité

Les autres produits sont principalement composés de remboursement d'assurance et d'annulation de charges d'exploitation au titre des exercices antérieurs.

Note 7 – Charges de personnel

En milliers d' euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Salaires et traitements	24 488	22 704	41 531
Charges sociales	9 759	9 153	16 650
Engagement retraite	56	35	196
Rémunérations payées en actions	65	5	66
TOTAL	34 367	31 898	58 443

Sur le premier semestre 2010, un crédit d'impôt recherche d'un montant net d'honoraires de 1 M€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Au cours de l'exercice 2009, Keyrus et sa filiale Absys Cyborg ont bénéficié d'un crédit d'impôt recherche pour un montant net d'honoraires de 5,1M€ (4,8M€ en 2008). Ce montant a été comptabilisé en minoration des charges de personnel, le solde étant venu minorer les autres charges externes.

Effectifs	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Cadres	1 046	1 029	1 015
Non cadres	150	152	146
Total effectif	1 196	1 181	1 161

Les effectifs présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges de réorganisation	-170	-460	-674
Résultat de cession d'actif	-13	-13	-21
Transfert Siège Social			
Autres	-10	152	63
Autres produits et charges opérationnels	-192	-322	-631

Les charges de réorganisation concernent principalement Keyrus France et Absys-Cyborg.

Note 9 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts et autres produits financiers	2	26	105
Reprises sur provisions financières			-
Autres produits financiers			-
Total produits financiers	2	26	105
Intérêts et charges assimilées	354	579	565
Autres charges financières			-
Total Charges financières	354	579	565
Coût de l'endettement financier net	-352	-553	-460

En milliers d'€	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Gains de change	220	291	430
Autres produits financiers	1	17	-
Total produits financiers	221	308	430
Perte de change			38
Autres charges financières	243	236	891
Total Charges financières	243	236	928
Autres produits et charges financiers	-22	73	-499

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôts

En milliers d'€	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôt exigible (charge)	497	107	-78
Impôt différé (produit +/- Charge -)	-99	59	137
Charges d'impôt net	398	166	58

Lors de la clôture des comptes consolidés 2009, le Groupe KEYRUS n'avait pas encore pris position suite au communiqué CNC du 14 janvier 2010 relatif au traitement comptable de la composante assise sur la valeur ajoutée (la CVAE) de la contribution économique territoriale (la CET) introduite en France par la loi de finances 2010 du 31 décembre 2009.

A l'issue d'une analyse menée aux bornes du groupe et au regard de ses spécificités, le Groupe a décidé de qualifier d'impôt sur le résultat la CVAE assise sur la valeur ajoutée afin d'être cohérent avec la qualification d'impôt sur le résultat déjà retenue pour des taxes similaires en Italie et en Allemagne (respectivement *IRAP* et *Gewerbesteuer*). Cette décision

est basée également sur une position de l'IFRIC datant de 2006 et précisant que le terme « bénéfice imposable » implique une notion de montant net plutôt que de montant brut sans qu'il soit nécessairement identique au résultat comptable.

En application de la norme IAS 12, l'option retenue entraîne la comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2009 constituée par:

- Les actifs produisant des avantages économiques imposables à la CVAE alors que la consommation de leur valeur comptable n'est pas déductible de la valeur ajoutée : il s'agit de la valeur nette comptable au 31 décembre 2009 des actifs corporels et incorporels amortissables ;
- Les dépréciations d'actifs ou les provisions non déductibles de la CVAE mais qui se rapportent à des charges qui seront déductibles de la valeur ajoutée à une date ultérieure.

La CVAE étant une taxe déductible au titre de l'impôt sur les sociétés, des impôts différés sont comptabilisés au taux de droit commun (34,43 %) sur les impôts différés actifs et passifs comptabilisés au titre de la CVAE comme décrit au paragraphe précédent.

S'agissant d'un changement de réglementation, les impôts différés comptabilisés au titre de la CVAE ont pour contrepartie le compte de résultat. Compte tenu du caractère non significatif des montants en jeu, l'impact dans les comptes de l'exercice 2009 n'a pas été retraité.

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat avant impôts	1 434	44	1 454
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	478	15	485
Rapprochement :			
Différences permanentes	124	-111	-2 280
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs		-254	
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	27	393	2 112
Impact du report variable		42	140
Effet des différence de taux d'imposition	29	19	-27
Autres impôts	260	61	22
Impact de l'intégration fiscale	-520		-511
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	398	166	-58
Taux effectif d'impôt	27,75%	376,51%	-4,02%

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys Cyborg depuis le 01/01/01. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

Toutes les dispositions de la présente convention ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Note 11 – Paiement fondé sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions) et plans d'actions gratuites

Le groupe attribue à ses salariés et à ses administrateurs des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et pour la première fois en 2008 des plans d'actions gratuites. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. La période d'exercice varie selon les bénéficiaires. Les stock-options peuvent être exercées soit dès qu'elles sont acquises, soit après une période de présence. Quelle que soit la durée de la période d'exercice, les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 5 ans après la date d'octroi. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 et les stock-options dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

Les plans couverts par cette norme et l'évolution du nombre de stock-options donnant lieu à la reconnaissance d'une charge sont les plans d'actions gratuites 2008, 2009 et 2010.

Note 12– Goodwill

En Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2009	34 474
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	617
Au 31 décembre 2009	35 091
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	974
Au 30 juin 2010	36 065
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2009	0
Dotations de l'exercice	0
Au 31 décembre 2009	0
Dotations de l'exercice	0
Au 30 juin 2010	-
Montant net comptable au 30 juin 2010	36 065
Au 31 décembre 2009	35 091

Les autres variations d'ajustement au 30 juin 2010 concernent uniquement des écarts de conversion.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009
Grands Comptes	24 510	23 536
Middle Market	11 556	11 556
TOTAL	36 065	35 091

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2010, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions , brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2009	782	1 077	1 859	7 907	7 907
Acquisitions	338	27	365	957	957
Cessions				-192	-192
Variation de périmètre					
Ecart de change		26	26	146	146
Reclassement	166	148	314	-318	-318
Au 1er janvier 2010	1 286	1 278	2 564	8 500	8 500
Acquisitions	11	102	114	883	883
Cessions	-233		-233	-396	-396
Variation de périmètre					
Ecart de change	9	29	38	126	126
Reclassement					
Au 30 juin 2010	1 072	1 410	2 482	9 113	9 113
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2009	459	821	1 280	5 420	5 420
Charge d'amortissement de l'exercice	400	154	554	906	906
Dépréciations					
Cessions				-139	-139
Variation de périmètre					
Ecart de change et reclassement		83	84	-16	-16
Au 1er janvier 2010	859	1 058	1 918	6 172	6 172
Charge d'amortissement de l'exercice	99	52	151	504	504
Dépréciations					
Cessions	-233		-233	-354	-354
Variation de périmètre	5	15	20	63	63
Ecart de change et reclassement					
Au 30 juin 2010	729	1 126	1 855	6 385	6 385
Montant net :					
Au 30 juin 2010	343	284	627	2 728	2 729
Au 31 décembre 2009	426	220	646	2 329	2 329

Note 14 – Actifs financiers

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2009	1 636	98	1 538
Augmentation	292		292
Remboursement	-19		-19
Variation de périmètre			
Reclassement et Autres variations	-327		-327
Solde au 30/06/2010	1 583	98	1 485

En milliers d'€	30/06/2010	31/12/2009
Dépôt de garantie et prêts	1 364	1 514
Titres mis en équivalence et autres titres immobilisés	1	1
Autres créances part à plus d'un an	120	24
TOTAL	1 485	1 538

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 15 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Marchandises	103	61
Ecart de conversion	7	4
Total au coût	110	65
Dépréciation à l'ouverture	54	36
Augmentation		14
Diminution	-4	
Ecart de conversion	7	4
Dépréciation à la clôture	57	54
TOTAL NET	53	12

Note 16 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Créances clients	35 360	37 191
Dépréciation sur créances clients	-3 293	-3 626
Montant net des créances clients	32 067	33 565
Autres débiteurs nets	11 897	10 907
Charges constatées d'avance	5 445	4 862
TOTAL	49 409	49 334

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Créances non échues	25 521	26 936	17 753
Créances échues de 30 jours	2 652	4 987	3 894
Créances échues de 60 jours	2 105	1 559	2 393
Créances échues de 90 jours	1 016	445	1 032
Créances échues de + 90 jours	4 066	3 264	6 085
TOTAL	35 360	37 191	31 157

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 3.293K€ (3.626 K€ en 2009). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Equivalents de trésorerie	5 540	6 555
Disponibilités	4 837	4 540
TOTAL	10 377	11 094

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend :

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 377	11 094
Découverts bancaires	-20	-15
Trésorerie du tableau des flux	10 357	11 079

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 18 - Capitaux propres

Capital

	30/06/2010	31/12/2009
Capital Autorisé (en milliers d'euros)		
17.074.370 Actions ordinaires d'un montant nominal de 0,25€	4 269	4 269
Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)		
<i>A l'ouverture de l'exercice</i>	16 608 059	16 597 354
Emises suite à l'exercice de stock option	0	0
Emises contre trésorerie *	0	0
Rachat ou vente d'actions propres	12 472	10 705
<i>A la clôture de l'exercice</i>	16 620 531	16 608 059

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant tout droit aux mêmes dividendes.

Réserve de conversion

La variation de la réserve de conversion de +1.096K€ (+319K€ en 2009) correspond principalement à l'effet de la dépréciation du dollar canadien, du réal brésilien et du franc suisse par rapport à l'euro.

Actions auto-détenues

	Nombre de Titres	En Milliers d'Euros
<u>Au 1er janvier 2009</u>	479 074	685
Acquisitions	550 415	492
Cessions	-563 178	-740
<u>Au 1er janvier 2010</u>	466 311	438
Acquisitions	212 763	247
Cessions	-225 235	-271
<u>Au 30 Juin 2010</u>	453 839	414

Note 19 – Provisions

En milliers d'euros	31/12/2009	Effet de l'écart de change	Dotation	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	Reclassement	30/06/2010
Provisions pour risques & charges	6 776		250	-556	-346	-403	5 722
Provisions pour engagement retraite	462		56				518
Provisions à long terme	7 238		306	-556	-346	-403	6 239
Provisions pour risques	64	3	100	-49		403	521
Provisions pour charges	732	142	126				999
Provisions à court terme	796	145	226	-49		403	1 521

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 2.224 K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 2.792 K€
- Autres provisions pour risques & charges : 2.226 K€
- Provision pour engagement de retraite : 518 K€

Les provisions pour garantie sont calculées sur les bases de données statistiques ou sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont comptabilisées en coût des ventes soit au moment de la reconnaissance du revenu, soit dans le cadre de la comptabilisation des résultats à l'avancement. Les montants des coûts et pénalités qui seront finalement payés peut différer sensiblement des montants initialement provisionnés et pourra donc avoir un effet significatif sur les résultats futurs. Le montant de la provision comptabilisée au 30 juin 2010 est identique à celui au 31 décembre 2009, aucun élément nouveau n'ayant conduit la direction à réviser les hypothèses. Le calcul statistique sera mis à jour au 31 décembre 2010.

Note 20. – Passifs financiers

En milliers d'euros	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	16 630	4 460	12 170	
Dettes sur immobilisation en location financement				
Découvert bancaires	20	20		
Comptes courants factor				
Autres				
TOTAL DETTES FINANCIERES	16 650	4 480	12 170	

En milliers d'euros	31/12/2009	Ecart de conv. et autres variations	Augmentation	Remboursement	30/06/2010
Emprunts bancaires	16 036	32	1 901	-1 340	16 630
Dettes sur immobilisation en location financement					
Découverts bancaires	15		5		20
Comptes courants factor	54			-54	
Autres					
TOTAL DETTES FINANCIERES	16 105	32	1 906	-1 393	16 650

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 16.636 K€ (contre 16.036K€ à fin 2009) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe a procédé à une couverture partielle (8,8 M€) de son endettement. Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- Les conditions financières de l'OBSAAR sont présentées ci-après :

- Durée de l'emprunt : 6 ans
- Amortissement des obligations : 5 tranches annuelles égales à partir du 12 août 2010
- Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois – 1,26%
- Ratios financiers :
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3,5 au 31 décembre 2008 puis inférieur à 3 sur la durée des obligations
- EBITDA est à comprendre comme l'EBITDA consolidé correspondant au résultat opérationnel courant augmenté des dotations (nettes des reprises) aux amortissements et provisions et des impacts IFRS liés aux rémunérations payées en actions pour la partie des charges ne donnant pas lieu à décaissement.

- Les conditions financières des autres emprunts bancaires sont présentées ci-après :

- Tirage sur 5 ans sous forme de billet sur 6 mois au maximum
- Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
- Taux d'intérêt EURIBOR + 0,5%
- Commission de confirmation de 0,25%
- Ratios financiers :
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur ou égal à 0,7 sur la durée du concours

- le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur ou égal à 3 sur la durée du concours.

Compte tenu de l'encours financier des passifs financiers à taux variable, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 73K€.

Note 21. – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2010	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2009
Provisions à court terme	1 521	1 521		796
Fournisseurs et comptes rattachés	14 764	14 764		15 620
Avances et acomptes reçus				
Dettes fiscales et sociales	21 721	21 721		19 658
Dettes sur immobilisations	2 196	2 196		3 348
Autres dettes *	1 433	1 134	299	1 141
Produits constatés d'avance	9 857	9 857		11 823
TOTAL	51 492	51 193	299	52 386

* Les autres dettes incluent, en 2010, la juste valeur de l'instrument de couverture pour 558K€ mentionné au point 22. La part à moins d'un an est de 269K€ (En 2009, 339K€)

Note 22 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros						
30/06/2010	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		1 485			1 485	1 485
Clients		32 067			32 067	32 067
Autres débiteurs		17 342			17 342	17 342
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 377				10 377	10 377
ACTIFS FINANCIERS	10 377	50 894				61 271
Emprunt obligataires (y compris la part à moins d'un an)			11 981		11 981	11 981
Autres passifs long terme (y compris la part à moins d'un an)						
Fournisseurs			14 764		14 764	14 764
Autres créditeurs			12 928		12 928	12 928
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture de flux)				558	558	558
Concours bancaires courants			20		20	20
PASSIFS FINANCIERS			39 693	558	40 251	40 251

Note 23 – Instruments dilutifs

Plan d'achat et souscription d'actions

	Options de souscriptions d'achat 2000
Date de l'assemblée	13/04/2000
Date du conseil d'administration	27/11/2000
Nombre d'options autorisées	427 900
Nombre d'options attribuées	427 900
Nombre d'options caducs au 30/06/2010	368 900
Nombre d'options exercés au 30/06/2010	0
Nombre d'options exerçables au 30/06/2010	59 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	59 000
Dont dirigeants	24 000
Nombre de personnes concernées	42
Dont dirigeants	2
Date d'exercice des options	27/11/2005
Date d'expiration des options	27/11/2010
Prix d'acquisition par option	-
Prix de souscription par action	5,01 €

Bons de Souscription et / Acquisition et d'Actions Remboursables

	BSAAR 2008
Date de l'assemblée	27/06/2008
Date du conseil d'administration	27/06/2008
Nombre de bons autorisés	5 486 000
Nombre de bons attribués	5 415 104
Nombre de bons caducs au 30/06/2010	0
Nombre de bons exercés	0
Nombre de bons exerçables au 30/06/2010	0
Nombre total d'actions souscrites	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	5 415 104
Dont dirigeants	4 867 981
Nombre de personnes concernées	59
Dont dirigeants	1
	A tout moment
	à partir du
Date d'exercice des bons	12/08/2010
	jusqu'au
	12/08/2014
Date d'expiration des bons	12/08/2014
Prix d'acquisition par bon	0,20 €
Prix de souscription par action	1,80 €

Actions gratuites

L'assemblée générale du 27 juin 2008 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 30 mars 2009, deux plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 107500 et 101000 actions gratuites. Les bénéficiaires de ces deux plans deviendront actionnaires de la société au terme d'une période d'acquisition de deux ans, soit le 29 mars 2011.

L'assemblée générale du 26 juin 2009 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 23 mars 2010, deux plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 87000 et 100000 actions gratuites. Les bénéficiaires de ces deux plans deviendront actionnaires de la société au terme d'une période d'acquisition de deux ans, soit le 23 mars 2012.

Note 24 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Engagements pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-
Engagements pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-
Garanties	667	667
Effets escomptés non échus	-	-
Autres		
TOTAL	667	667

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2010

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 3 « Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations » de l'annexe, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 17 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Christine LENEVEU Robert BELLAICHE

Jean-Luc BERREBI

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 17 septembre 2010

Monsieur Eric Cohen

Président-Directeur Général